bage, de *culage*, etc., etc., est aussi incontestable que celle de Henri IV ou de Louis XIV.

— *Droit de maritagium.* Nul *droit*, dit Michelet, n'a donné lieu à des dispositions plus bizarres et à des interprétations plus honteuses que le *maritagium*, ou droit du seigneur de marier l'héritière ou de lui vendre l'autorisation de se choisir un époux.

Ce *droit*, fondé au moyen âge sur la nécessité d'assurer au seigneur un vassal fidèle et capable de servir le fief, n'apparaît dans l'antiquité que comme un caprice odieux de la tyrannie.

Nous avons rapporté plus haut, en traitant du *droit* de prélibation, un passage de Lactance, d'après lequel l'empereur Maximin ne voulait permettre à personne de se marier sans son autorisation, comme pour cueillir les prémices de tous les mariages. On a vu à quelles violences il avait recours pour maintenir et appliquer ce qu'il appelait son *droit*.

Les Francs, maîtres de la Gaule, paraissent avoir agi de la même manière à l'égard des vaincus.

Plus tard, les *Assises de Jérusalem* régularisent l'oppression, consacrent la violence; le seigneur peut forcer sa vassale, vierge ou veuve, à contracter mariage; il faut que son fief soit servi : « Coment feme qui est semonse de baron (mari) prendre, coment elle doit respondre... se le seigneur li dit : Dame, il est vostre jue vous servés de vostre marier... Elle doit le mariage à celui sans plus de qui elle tient le fié que elle desert de son cors.

« Se aucun des homes dou seignor espose feme qui tien fié dou seignor et s'en saisit dop fié, quel amende le seignor en peut avoir. Se coment un des homes dou seignor le peut appeller a fé mentie... Duquel fié a feme a meffait vers vous pour ce que elle s'est mariée sans vostre congié, de quoi je dis que il a an fet forfeture de cors et de mariage, et se il veaut le néer, je suis prest que je li prove de mon cors contre le sien, et que je le rende mort ou recréant en une oure dû jour, et vées ci mon gage. Et s'agenouille devant le seignor et li tient son gage. Le seignor veaut semondre ou faire semondre, si come il doit, feme de prendre baron, quant elle a et tient fié qui il doit servir de cors, ou a demoiselle à qui la fié escheit que il li doit service de cors il li doit offrir trois barons, et tels que ils soient à lui afferans de parage, ou à son autre baron, et la doit semondre de deus de ses homes ou de plus, ou faire la semondre par tiels homes barons tel et tel, et les nome, « et vous semons de par monseignor que dedans tel jour, et motisse le jour, aies pris « l'un des trois barons que je vous ay només... « et enci li die par trois fois. »

S'il en était ainsi à l'égard des vassaux nobles, les vassaux serfs ne devaient pas avoir plus de liberté touchant leurs mariages; souvent même, dans certaines localités, le serf affranchi ne pouvait se marier à moins de rentrer dans sa condition première. Dans les titres de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, conservés aux archives du royaume, on trouve fréquemment cette clause : L'abbé et l'abbaye de Saint-Germain affranchissent Nicolas et Odon, à cette condition que, s'ils se marient ils retourneront à leur premier état de servitude. »

Primitivement, les lois des Francs condamnaient à la servitude la femme libre qui épousait un serf. La loi des Ripuaires ne lui laissait qu'une cruelle alternative : « Si une Ripuaire libre a suivi un Ripuaire esclave, que le roi ou le comte lui présente une épée et une quenouille. Si elle accepte l'épée, qu'elle tue l'esclave; si c'est la quenouille, qu'elle reste serve. » La loi salique n'était pas plus douce. Dans les *Assignotis du droit allemand* de Grimm (p. 336), on lit : « En formariage, le « pire emporte le bon. » Si tu montes ma poule, tu deviens mon coq; main non libre entraîne main libre, suivant un dicton fédal.

A Jérusalem, le serf qui épousait une serve ne pouvait la prendre que dans le domaine sur lequel il vivait lui-même, à moins que son seigneur ne consentît à rendre à l'autre seigneur une serve de valeur égale. Suivant les *Assises* de ce royaume (ch. CCLXXXVIII) : « Se nus hom de poeple ce est se marie avec vilaine d'autre leu, sans le commandement du seignor de la vilaine, le seignor dou vilain à qui sera marié la vilaine étrange rendra au seignor de la vilaine une autre en échange à la vilaine, de tel âge par la connoissance de bonnes gens, et s'il ne trouve vilaine qui la vaille, il li donnera le meillor vilain, qu'il aura dû age de marier; et se cil qui sera marié à la vilaine étrange meurt, le seignor dou vilain doit avoir son échange se la vilaine torne à son premier signor; et se la vilaine est aillors en terre de l'autre, son seignor a pooir de prendre-la, et se son seignor y met difference, celuy qui l'aura donnée la doit garantir, et se le seignor dou vilain dit au seignor de la vilaine que elle est mariée par son commandement, le seignor de la vilaine doit jurer sur sains évangiles que elle fut mariée par son commandement, et se il ne veut jurer, le seignor dou vilain est quitte et nule restorne doit donner. »

En France et en Angleterre, conformément aux *Novelles* de Justinien, les enfants qui naissaient de ces mariages étaient répartis entre les seigneurs. « *Si qui vero procreantur ex nativa unius et nativo alterius*, dit Glanville (lib. V, cap. VI, in fine), *proportionaliter inter dominos sunt pueri illi dividendi.* » Le *Registre des grands jours de Troyes* s'exprime ainsi : « *Item* nous avons toujours accoutumé à partir au roi les enfans qui issent de nos hommes et de nos femmes, qui se meslent par mariage aux hommes et aux femmes le roy. »

Une charte de Henri, comte palatin du Rhin, donnée en 1302, assujettit aux mêmes conditions les vassaux nobles ou ministraux qui voulaient se marier d'une terre à l'autre : « *Si quis ex ministerialibus utriusque partis ex alterius familia uxorem duxerit, gratum utrinque tenebitur, et proles inde nata æqualiter dividetur et primogenitus patrem sequetur, eo jure pertinebit; unicus autem hæres communis erit, et proles ex eo genita dividetur.* » (*Cart. Henric. comit. palat. Rheni in metropoli. Salisburg*, tome Ier, p. 338.)

Monteil, dans la XXIVe épître de son *Histoire des Français*, dit : « Une famille de serfs, *qui était à partager* entre le seigneur et un de ses vassaux, s'est présentée : il y avait deux jeunes filles. Le seigneur, en sa qualité de haut justicier, devait choisir : il a laissé la plus jolie et a pris la plus robuste. »

Ainsi du nord au midi, partout où régnait le système féodal, c'était la même violence, le même mépris de l'humanité.

Lorsque l'homme de condition serve s'était marié sans *congé de mariage*, il était passible d'une amende pécuniaire de 60 sols.

Le *congé de mariage* se payait en argent ou en nature, suivant les coutumes et les lieux. Cette redevance ou ce *droit* s'appelait *droit de maritagium*, quand la future était de la même famille, et *droit de forismaritagium* dans le cas contraire.

— *Droit de banalité.* Si les vassaux sujets à la banalité achetaient du pain hors de la juridiction de leurs seigneurs, ils payaient à ceux-ci pour ce pain les mêmes droits que s'ils s'étaient servis du four banal.

Les évêques de Paris avaient fait établir des fours banaux dans la rue du Four et dans la rue de l'Arbre-Sec; l'évêque Jean Courtecuisse faisait encore valoir ces fours au commencement du XVe siècle.

Sous Philippe-Auguste, vers 1225, les boulangers de Paris avaient été autorisés à avoir des fours chez eux, moyennant une redevance de 9 sous 4 deniers par an. En 1305, Philippe le Bel renouvela cette permission; mais l'évêque de Paris obtint, en 1402, une sentence du palais par laquelle il était admis à la possession exclusive des fours.

Il y avait aussi des boucheries banales, et Prémainville, dans son *Traité des banalités*, dit qu'il était défendu aux bouchers de vendre ailleurs que dans ces boucheries. Le seigneur prélevait pour *droit* les pieds et la langue de toute bête tuée dans sa juridiction.

Dans la ville de Nantes, chaque boucher devait payer au sire de Retz, pour *droit* de banalité, un denier le jour du mardi gras; il était obligé de tenir ce denier à la main et de le présenter promptement aux gens du seigneur lorsqu'ils passaient; s'il arrivait qu'il n'eût pas sa pièce de monnaie toute prête, un des percepteurs, armé d'une longue aiguille, pouvait piquer telle pièce de viande qu'il lui plaisait et l'emporter, sans donner le temps au boucher de chercher dans sa bourse.

— *Droit d'aubaine.* L'étranger qui passait un an et un jour sur les terres d'un baron devenait l'homme de celui-ci. Dans les *Etablissements* de saint Louis, on lit : « Si aucun homme étranger étoit venu dans la châtellenie d'un baron et n'avoit choisi aucun seigneur pendant un an et un jour, il devenoit exploitable au baron, et si d'aventure il mouroit sans avoir commandé de rendre 4 deniers au baron, tous ses meubles appartenoient au baron. » La condition de l'étranger se rapprochait donc de la servitude; il était soumis à cette loi tyrannique qu'on appelait *droit d'aubaine* ou *aubenage*.

L'étranger était considéré comme une épave jetée sur la terre féodale. Il y a même des coutumes qui le designent sous le nom d'épave : « Sont par la coutume et usage de Laon réputés épaves ceux qui sont mariés hors du royaume et demeurant audit royaume. » Dans ces temps-là, dit Montesquieu, les hommes pensèrent que, les étrangers ne leur étant unis par aucune communication du *droit* civil, ils ne leur devaient aucune sorte de justice.

Le *droit* d'aubaine frappait aussi les Français qui quittaient leur patrie; car tous les biens qu'ils laissaient en France devenaient, à leur mort, la propriété des seigneurs sous la domination desquels ils étaient situés.

Primitivement, on regardait comme étranger celui qui n'était pas né dans une paroisse; ainsi un habitant de Saint-Cloud qui allait habiter Suresnes était étranger, et s'il mourait, ses biens situés à Saint-Cloud, aussi bien que ceux qu'il avait acquis à Suresnes étaient perdus pour sa famille et devenaient la proie des seigneurs féodaux.

Quand l'autorité royale eut accru sa puissance, les rois s'approprièrent exclusivement le *droit* d'aubaine, et même ils exigèrent de tout étranger une redevance annuelle de 12 deniers tournois, qui se payait à la Saint-Remi; mais aussi, dès ce moment, on ne soumit à l'aubaine et on ne regarda comme étrangers que ceux qui étaient nés hors du territoire français.

En vertu du *droit* d'aubaine les étrangers étaient encore forcés de payer une redevance de 60 sous lorsqu'ils se mariaient.

Dès le XIIIe siècle, cependant, ce *droit* insensé, comme l'appelle Montesquieu, ce *droit* par lequel l'étranger subissait la dure condition de vivre libre et de mourir serf reçut d'importantes modifications. On commença par établir le principe que la succession des étrangers qui mouraient en France était dévolue au domaine royal. Plus tard, une ordonnance de Charles VI, rendue en 1386, portait qu'en quelque lieu que fussent situés les biens des aubains, ils appartiendraient au roi. En 1608, le parlement enregistra un édit de Henri IV qui défendait aux procureurs fiscaux de s'emparer pour le roi, en vertu du *droit* d'aubaine, des biens des Genevois qui mouraient en France. Ensuite on exempta du *droit* d'aubaine les étrangers qui introduisaient en France quelque industrie nouvelle. Louis XI accorda ce privilége à trois imprimeurs allemands qui avaient reçu l'autorisation de s'établir dans la Sorbonne.

Enfin ce dernier vestige de la féodalité fut aboli le 6 août 1790 par l'Assemblée constituante, qui s'exprimait ainsi dans le préambule de la loi : « L'Assemblée nationale, considérant que le *droit* d'aubaine est contraire aux principes de fraternité qui doivent lier tous les hommes, quels que soient leur pays et leur gouvernement; que ce *droit*, établi dans des temps barbares, doit être proscrit chez un peuple qui a fondé sa constitution sur les *droits* de l'homme et du citoyen, et que la France libre doit ouvrir son sein à tous les peuples de la terre, en les invitant à jouir, sous un gouvernement libre, des droits sacrés et inaliénables de l'humanité, a décrété et décrète, etc. » L'abolition du *droit* d'aubaine fut étendue à toutes les colonies françaises par un nouveau décret du 13 avril 1791; mais, lors de la rédaction du code civil, le *droit* d'aubaine fut rétabli, par représailles, pour les étrangers chez qui ce *droit* était en vigueur (v. Code civil, liv. Ier, tit. Ier, art. 2, etc.). Il exista jusqu'en 1819, époque à laquelle il fut définitivement abrogé par une loi.

— *Droit de bâtardise.* Sous le régime féodal, le bâtard était considéré comme un aubain, et sa succession était dévolue au seigneur que le *droit* d'aubaine, le *droit* de bâtardise fut réclamé pour le domaine royal. Les seigneurs féodaux s'y opposèrent d'abord; mais enfin il fut décidé qu'un roi ne pouvait succéder à la succession de tous les bâtards.

A l'origine, ce *droit* ne s'appliquait qu'au bâtard qui n'avait pas d'héritiers connus; puis, en prenant le mot *né* littéralement à la lettre, on n'étendit à tout bâtard qui mourait sans avoir fait son testament, quel que fût le nombre de ses héritiers.

La légitimation n'empêchait pas toujours l'effet de la bâtardise, parce que, dit Baquet, le but de la légitimation était de donner une certaine aptitude au bâtard pour posséder un bénéfice, etc., et non d'effacer la tache de sa naissance.

Toutefois, le bâtard d'un noble pouvait, s'il était reconnu par son père, rentrer dans le *droit* commun, et, partant, être apte à disposer de ses biens.

La Révolution de 1789 a aboli le *droit* de bâtardise, en autorisant les bâtards à disposer de leurs biens par testament; mais, dans le cas où ils mourent sans avoir testé, leurs biens reviennent à l'Etat.

— *Droit de bris.* Le privilége le plus odieux de la puissance féodale était le *droit* de dépouiller les naufragés, le *droit* de bris. Lewebyn, prêtre des Gaules du nord, dit dans une charte : « J'ai concédé aux moines le *droit* d'user et de jouir (*gaudere et uti*) des naufrages dans toutes leurs terres, sur tous les rivages, et de la manière la plus entière, de celle même dont je jouis dans mes terres, c'est à savoir que tous les biens et effets qui par submersion, perte de navire ou autre infortune, seront jetés par la mer sur leurs terres ou sur leurs rivages qui y touchent, deviendront en totalité la propriété de ces moines. » (Du Cange, IV, 22, au mot *Lagan.*)

Dans un livre manuscrit dédié à la reine Blanche (fol. 21, vers., col. 2), cité dans le mémoire de M. Klimrath sur les monuments du *droit* français, on lit : « Blanche dit que aussit con cenus que l'en a deffié sur la mer est privé, aussit ce que la mer souprent est commun. »

Les paysans bretons disputaient ce *droit* à leurs seigneurs et prétendaient seuls jouir du triste privilége de dépouiller les victimes que l'inconstance des vents ou la fureur des flots avait jetées sur la côte. Ce n'est qu'avec beaucoup de peine et à force de sévérité qu'on les fit renoncer à ce barbare usage.

— *Droits honorifiques.* On distinguait ordinairement deux sortes de *droits* honorifiques : les grands et les moindres.

Les grands étaient le *droit* de clôture ou de ceinture funèbre, les prières nominales, l'encens, le *droit* de banc et de sépulture dans le chœur; les patrons et les hauts justiciers seuls pouvaient y prétendre.

Les moindres, qui n'étaient que de préséance, étaient le pas à l'offrande, l'eau bénite, le pain bénit et le pas à la procession : ils appartenaient de *droit* au patron et au haut justicier; ce n'était que par bienséance, et non par devoir, qu'on les accordait aux gentilshommes et simples seigneurs de fiefs.

On comptait deux causes productives des *droits* honorifiques : la première était la fondation et la dotation de l'église; la seconde, la protection des seigneurs accordée auxdites églises.

Les grands honneurs de l'église ne pouvaient se céder ni se communiquer, si ce n'est à la femme et aux enfants, qui étaient regardés comme les mêmes personnes que le patron et le haut justicier.

1° GRANDS HONNEURS. *Droit de litre.* La litre ou ceinture funèbre était une bande noire peinte sur la muraille de l'église en dedans et en dehors, et sur cette muraille, au-dessus ou au-dessous de la litre, on représentait les armes du seigneur haut justicier.

— *Droit de prières nominales.* Ces prières nominales étaient accordées aux patrons et aux hauts justiciers. On recommandait au prône de prier pour la conservation de ces deux personnages en les nommant par leurs noms, prénoms, titres et qualités.

— *Droit d'encens.* Dans toutes les paroisses où il y avait un seigneur haut justicier et un patron, il était d'usage de leur offrir l'encens, ainsi qu'à leurs femmes et à leurs enfants, à la porte de l'église, lorsqu'ils y faisaient leur entrée. Le *droit* d'encensement était un de ceux que les seigneurs de l'ancien régime réclamaient avec le plus de vivacité. La nombre de coups d'encensoir n'était pas déterminé; d'ailleurs, il variait avec la qualité des personnes. En général, dans certaines paroisses, on encensait trois fois le patron et le seigneur, trois fois les femmes, et les enfants chacun une fois. Dans d'autres, c'était une seule fois pour chacun des membres de la famille.

— *Droit de banc.* Les patrons et les seigneurs hauts justiciers avaient le droit de placer leur banc dans le lieu le plus honorable de l'église et même dans le chœur. Une foule de titres féodaux portent cette formule : « Monseigneur aura dans le chœur. Une seule litre et les armes de monseigneur. » Les bancs et les chaises

in-8°). V., pour le droit de Justinien, le mot JUSTINIEN. Consulter aussi Brunet, *Manuel du libraire*, t. VI, n° 2548.

§ 3. Droit romain après Justinien.

Jos.-Sim. Assemani bibliotheca juris orientalis, canonici et civilis (Romæ, 1762-1766, 5 vol. in-4°) ; *Histoire du droit byzantin ou du droit romain dans l'empire d'Orient, depuis la mort de Justinien jusqu'en 1453*, par M. Mortreuil (Paris, 1843-1846, 3 vol. in-8°) ; *LX lib. Basilicon, id est universi juris romani, auctoritate principum romanorum græcam in linguam traducti, eclogis, sive synopsis*, edita per Joan. Leunclavium (Basileæ, 1575, in-fol.) ; *Basilicorum libr. LX*, C.-A. Fabrotus edidit (Lipsiæ, 1833-1850, 5 vol. in-4°) ; *Supplementum*, edente Zachariæ (Lipsiæ, 1846, in-4°) ; *Imperatorum Basilii, Constantini et Leonis Prochiron* (Heidelbergæ, 1837, in-8°) ; *Collectio librorum juris græco-romani ineditorum, eclogæ Leonis et Constantini, epanagoge Basilii Leonis et Alexandri*, edidit L.-E. Zachariæ a Lingenthal (Lipsiæ, 1852, in-8°) ; *Manuale Basilicorum, exhibens collationem juris justinianei, cum jure græco post-justinianeo*, auctore Ch.-G. Haubold (Lipsiæ, 1818, in-4°).

§ 4. Droit græco-romain.

Leunclavii jus græco-romanum (Francof., 1596, in-fol.) ; *Juris orient. libri tres*, ab Enimundo Bonefidio digesti, ac notis illustrati, gr. et lat. (excudebat H. Stephanus, 1573, in-8°) ; *Harmenopuli promptuarium juris* (Genevæ, 1587, in-4°) ; *Jus græco-romanum*, edidit D.-L.-E. Zachariæ a Lingenthal (Lipsiæ, 1856, 2 part. in-8°) ; *Pselli synopsis legum, versibus græc. scripta* (Lipsiæ, 1796, in-8°) ; *Barbarorum leges antiquæ*, collegit P. Canciani (Venetiis, 1781, 5 vol. in-fol.) ; *Histoire de la législation des anciens Germains*, par Davoud-Oghlou [Garabed Artin] (Berlin, 1845, 2 vol. in-8°).

§ 5. Droit romain appliqué au droit français, au droit allemand et au droit grec.

Les *Institutes de Justinien*, conférés avec le droit franc, par de Boutaric (Toulouse, 1738, in-12, ou 1754, in-4°) ; *Enchiridion* ou *Brief recueil du droit escrit, gardé en France, etc.*, par Jean Imbert (Poitiers, 1559, in-4°) ; *Principia juris civilis cum romani tum gallici*, auctore A.-M.-J.-J. Dupin (Paris, Everart, 1806-1812, 5 vol. in-12) ; le *Droit romain dans ses rapports avec le droit français*, par M. Le Clercq (Liége, 1810-1813, 3 vol. in-8°) ; Philib. Bugnyon, *Legum abrogatarum in curiis regni Franciæ tractatus* (Bruxellæ, 1702, in-fol.) ; l'*Harmonie et conférences des magistrats romains avec les officiers français*, par J. Duret (Lyon, 1574, in-8°) ; *Traité des successions collatérales, extraict des anciennes lois... accompagné de la pratique française*, par J. Duret (Lyon, 1572, in-8°) ; *Das ræmisches Privatrecht in seiner heutigen Anwendung*, von A. Schweppe (Gœttingen, 1838, 8 vol. in-8°) ; le *Droit romain tel qu'il est en vigueur dans le royaume de Grèce*, par Kalliga, publié par L. Sgouta (Athènes, 1648-1649, 2 vol. in-8°, en grec).

§ 6. Jurisconsultes et commentateurs du droit romain.

De apicibus juris libri V, quibus fere 2000 textium juris explicantur ab H. de Groot (Lugd., 1733, in-fol.) ; *Chr.-Gottl. Haubold's opuscula academica, ad exempla à defuncto recognita, partim emendavit, partim auxit, oratione nova selectas adjecit C.-Fr.-Chr. Wenck, eoque defuncto adjunxit F.-G. Stieber* (Lipsiæ, 1826-1829, 3 vol. in-8°) ; *Saggio di diritto privato romano attuale, preceduto da introduzione di diritto naturale e seguito da note perpetue di gius romano*, da F. del Rosso (Pisa, 1844-1845, 8 tomes en 13 vol. in-8°) ; *Histoire du droit criminel des Romains*, par Ferd. Walter, traduit de l'allemand par M. Picquet-Damesme (Paris, Durand, 1863, in-8°) ; *Précis du droit romain*, par C. Accarias (Paris, Cotillon, 1869, 2 vol. in-8°).

DROITS FÉODAUX.

Traité ou Dissertation sur plusieurs matières féodales, tant pour le pays de droit civil que pour le pays coutumier, par Germ.-Ant. Guyot (Paris, 1738, 5 tomes en 6 vol. in-4°) ; la 2e partie a été publiée par Boucher d'Argis, ainsi que les observations sur le droit des successions et des seigneurs honoraires, etc. (1751), qui forment le septième volume ; la *Pratique universelle sur la rénovation des terriers et des droits seigneuriaux*, par la Poix de Fremin ville (Paris, 1754-1759, 5 vol. in-4°) ; *Traité général du gouvernement des biens et affaires des communautés d'habitants des villes, bourgs, villages et paroisses*, par le même (Paris, 1760, in-4°) ; *Théorie des matières féodales et censuelles, où l'on développe la chaîne de ces matières dans un ordre et sous un aspect qui en facilitent l'intelligence, y répandent de nouvelles lumières et mènent à des définitions neuves*, par François Hervé (Paris, Knapen, 1785-1788, 8 vol. in-12) ; *Traité des droits royaux de bris et de brefs ou sceaux*, par Christ. du Bois-Gelin (Dinan, 1595, in-8°) ; *Du franc-alleu, et origine des droits seigneuriaux, avec les lois du pays d'Albigeois...*, par Aug. Galland (Paris, 1637, in-4°) ; *Traité du franc-alleu*, par Furgole (Paris, 1768, in-12) ; G.-Aug. Jenichen, *Thesaurus juris feudalis, continens optima atque selecta opuscula, quibus jus feudale explicatur, etc.* (Francof., 1750-1754, 3 vol. in-4°).

III. DROIT FRANÇAIS.

§ 1. Droit ancien civil et criminel. Histoire, traités généraux et dictionnaires.

Recherches pour servir à l'histoire du droit français, par Grosley (Paris, 1752, in-12) ; *De l'origine et des progrès de la législation française ou Histoire du droit public et privé de la France depuis la fondation de la monarchie jusques et y compris la Révolution*, par M. Bernardi (Paris, 1816, in-8°) ; *Précis historique du droit français : introduction à l'étude du droit*, par Jules Minier (Paris, Marescq, 1854, in-8°) ; *Sources et monuments du droit français antérieurs au XVIe siècle ou Bibliothèque de l'histoire du droit civil français depuis les premières origines jusqu'à la rédaction officielle des coutumes*, par L.-J. Kœnigswarter (Paris, Aug. Durand, 1853, in-12) ; *Essai historique sur l'organisation judiciaire et l'administration de la justice depuis Hugues Capet jusqu'à Louis XII*, par J.-M. Pardessus (Paris, Durand, 1851, in-8°) ; *Geschichte der Rechtsverfassung Frankreichs... seit Hugues Capet*, von Wilh. Schæffener (Frankfurt-am-Main, 1845-1850, 4 vol. in-8°) ; *Travaux sur l'histoire du droit français*, par feu Henri Klimrath, recueillis par M. L.-A. Warnkœnig (Strasbourg et Paris, 1843, 2 vol. in-8°) ; *Französische Staats und Rechtsgeschichte*, von L.-A. Warnkœnig und L. Stein (Basel, 1846, 3 vol. in-8°, cartes) ; *Histoire du droit français, précédée d'une introduction sur le droit civil de Rome*, par M. F. Laferrière (Paris, 1845-1858, 6 vol. in-8°; les tomes V et VI traitent des *Coutumes de France dans les différentes provinces*) ; *Essai sur l'histoire du droit français depuis les temps anciens jusqu'à nos jours, y compris le droit public et privé de la Révolution française*, par M. Laferrière ; 2e édit., corrigée et augmentée (Paris, Guillaumin, etc., 1859, 2 vol. gr. in-18) ; *Essai sur l'histoire du droit français au moyen âge*, par Ch. Giraud (Paris, Videcoq, 1845, 2 vol. in-8° ; tome Ier et 2e part. du tome II) ; *Institution au droit français*, par G. Argou, augmenté par Boucher d'Argis (Paris, 1787, 2 vol. in-12) ; *Institution au droit français*, par Cl. Fleury, publiée par Ed. Laboulaye et Rod. Dareste (Paris, Durand, 1858, 2 vol. in-8°) ; *Dictionnaire de droit et de pratique*, par de Ferrière (Paris, 1771, ou, avec des augmentations, Toulouse, 1779 et 1787, 2 vol. in-4°) ; *Collection de décisions et de notions relatives à la jurisprudence*, par Denisart (Paris, 1783-1807, 13 vol. in-4°) ; *Répertoire de jurisprudence*, par Guyot (Paris, 1784, 17 vol. in-4°).

§ 2. Droit français sous les deux premières races.

Analyse des lois et usages primitifs du gouvernement des Francs, par Cl.-Jos. Clos (Paris, 1780, in-8°) ; *Origines ac germanicarum antiquitatum libri*, a J.-Bas. Herold collecti (Basileæ, 1557, in-fol.) ; *Fr. Lindenbrogii codex legum antiquarum* (Francofurti, 1613, in-fol.) ; *Lex romana Visigothorum...* edente Gust. Hænel (Berolini, 1847-1849, 2 part. in-4°) ; *Wendelini leges salicæ* (Antuerpiæ, 1649, in-fol.) ; *J.-G. Eccardi leges Francorum salicæ* (Francofurti, 1720, in-fol.) ; *Lois des Francs, contenant la loi salique et la loi ripuaire, suivant le texte de Du Tillet, avec la traduction et des notes par M. Peyré* (Paris, 1828, in-8°) ; *Loi salique...*, par M. Pardessus (Paris, 1843, in-4°) ; *Marculfi aliorumque auctorum formulæ veteres*, editæ ab Hier. Bignonio, cum ejus notis et emendationibus : accessit liber legis salicæ, olim editus a Fr. Pithœo, nunc variis notis Bignonii illustratus (Paris, 1665, in-4°) ; *Recueil général des formules usitées dans l'empire des Francs du VIe au Xe siècle* par Eugène de Rozière, 1re partie (Paris, Durand, 1861, 2 vol. in-8°) ; *Capitularia regum francorum, collegit Steph. Baluzius* (Parisiis, 1780, 2 vol. in-fol.) ; *Leges Longobardorum seu Capitulare Caroli Magni* (Lugduni, 1512, in-8°) ; *Capitula regum et episcoporum, etc.* (Parisiis, 1548, in-16), voir le mot CAPITULAIRES ; *Principes de morale politique et de droit public puisés dans l'étude de notre ancienne monarchie* (depuis Clovis jusqu'à saint Louis), par Moreau (Paris, 1778, in-8°) ; la *Monarchie française ou De ses lois*, par S. Chabril ; *Théorie des lois politiques des Gaules et de la France* (d'après les monuments originaux), par Mlle de Lézardière (Paris, 1791, 8 vol. in-8°). Consultez notre Dictionnaire sur le droit français depuis la troisième race, aux mots ORDONNANCES ROYALES et PROVINCE (législation ou coutumes).

§ 3. Ancien droit criminel.

Praxis criminis persequendi, Joan. Millæo Boio auctore (Paris, 1541, in-fol.) ; *Recherches sur l'administration de la justice criminelle chez les Français avant l'institution des parlements, et sur l'usage de juger les accusés par leurs pairs ou jurés, tant en France qu'en Angleterre*, par L.-Aug. Legrand de Laleu (Paris, Fantin, 1823, in-8°, avec portr. de l'auteur) ; *Sommaire forme de procéder ès causes criminelles*, par Ant. Loisel, Columbain (Paris, 1536, in-16) ; la *Practique et enchiridion des causes criminelles...*, par Josse de Damhoudere (Louvain, 1555, in-4°) ; *Petit traité des causes criminelles*, par Gilles Boileau (Anvers, 1555, pet. in-8°) ; Jac. Dœpler, *Theatrum pœnarum, sapplicriorum et executionum criminalium* (Sondershausen, 1693, 2 part. in-4°) ; *Traité de la justice criminelle de France*, par Jousse (Paris, 1771, 4 vol. in-4°) ; les *Lois criminelles de France dans leur ordre naturel*, par Muyart de Vouglans (Paris, 1780, in-fol.) ; l'*Arbitre charitable*, par le prieur de Saint-Pierre [Alex. de La Roche] (Paris, 1668, in-4°, fig.) ; la *Manière admirable pour découvrir toutes sortes de crimes*, par Bouvet (Paris, 1659, in-8°) ; *Des procez faits au cadavre, aux cendres, à la mémoire, etc.*, par Ayrault (Angers, 1591, pet. in-4°) ; *Registre criminel du Châtelet de Paris*, du 6 septembre 1389 au 18 mai 1392 (Paris, 1861, 2 vol. gr. in-8°).

DROIT NOUVEAU DEPUIS 1789.

§ 1. Introduction, traités élémentaires et dictionnaires.

Cours de code civil, par M. Delvincourt, ouvrage divisé en deux parties, dont la première contient la 5e édition des *Institutes de droit français*, du même auteur (Paris, 1824, 1834, 3 vol. in-4°) ; *Dictionnaire de la législation usuelle, contenant les notions du droit civil, commercial, criminel et administratif, avec des formules...*, par M. de Chabrol-Chameane, 4e édition (Paris, Aug. Durand, 1858, 2 vol. gr. in-8°) ; *Principes de droit civil français suivant la législation actuelle*, par H. Richelot (Paris, Videcoq, 1841-1843, 6 vol. in-8°).

§ 2. Collections de lois sur toutes sortes de matières.

Décrets de l'Assemblée nationale constituante, sanctionnez par le roi (Paris, 1789-1791, 20 vol. in-4°) ; *Collection générale de lois, proclamations, etc.*, publiées depuis la convocation des états généraux jusqu'au 18 prairial an II. 7 juin 1794 (8 tomes en 23 vol. in-4°) ; *Bulletin des lois*, 1re série, du 23 prairial an II au 3 brumaire an IV, nos 1 à 205, 6 vol. in-8° ; — 2e série, de brumaire an IV au 27 nivôse an VIII, nos 1 à 345, 9 vol. in-8° ; — 3e série, de nivôse an VIII au 30 ventôse an XII, nos 1 à 362, 10 vol. in-8°, y compris les suppléments ; — 4e série, du 23 floréal an XII au 30 mars 1814, nos 1 à 566, 3e vol. in-8° ; — 5e série, depuis le 1er avril 1814 jusqu'au 19 mars 1815, 97 nos en 3 vol. ; — 6e série, du 1er mars 1815 au 30 juin de la même année, 44 nos en 1 vol. ; les nos 43 et 44 ne sont pas dans le commerce ; — 7e série, du 25 juin 1815 jusqu'au 16 septembre 1824, 698 nos en 19 vol. ; — 8e série, du 16 septembre 1824 au 28 juillet 1830, 375 nos en 12 vol. ; — 9e série, d'août 1830 au 24 février 1848, 1re part., 155 nos en 7 vol. ; 2e part., 1455 nos en 36 vol. ; 2e part., 2e section, ou partie supplémentaire, 937 nos en 33 vol. ; — 10e série, du 24 février 1848 au 2 décembre 1852 ; partie principale, 598 nos en 19 vol. ; partie supplémentaire, 290 nos en 10 vol. ; — 11e série, du 2 décembre 1852 à la fin de 1862, partie principale, 1079 nos en 20 vol. ; part. supplémentaire, 909 nos en 20 vol. ; *Recueil complet des lois, décrets, ordonnances, etc., de 1789 jusqu'au 1er avril 1814*, par Rondonneau (4 vol. in-8°) ; *Table décennale du 1er avril 1814 au 31 décembre 1823*, par Longchampt (1827, 1 vol.) ; *Table décennale du 1er janvier 1824 au 31 décembre 1833*, par Longchampt (1835, 1 vol.) ; *Table décennale du* Bulletin des lois *depuis le 1er avril 1814 jusqu'au 31 décembre* 1823, rédigée par E. Longchampt (Paris, impr. roy., 1827, 1 vol.) ; *Table décennale du* Bulletin des lois *depuis le 1er janvier 1824 jusqu'au 31 décembre 1833*, rédigée par E. Longchampt (Paris, impr. roy., 1835, 1 vol.) ; *Table décennale du* Bulletin des lois *du 1er janvier 1834 jusqu'au 31 décembre 1843*, rédigée par E. Longchampt (Paris, impr. roy., 1845, 1 vol.) ; *Table décennale du* Bulletin des lois *du 1er janvier 1844 jusqu'au 31 décembre* 1853, rédigée par E. Longchampt (Paris, impr. impér., 1856) ; *Bulletin annoté des lois, décrets, ordonnances, etc.*, de 1789 à 1830, par M. Lepec, avec des notices par MM. O. Barrot, Vatimesnil et Ymbert (Paris, Paul Dupont, 1834-1835, 2 vol. in-8°) ; *Table générale analytique et alphabétique des lois* (2 vol. in-8°, continuée par le *Journal des notaires*, no 2947) ; *Corps du droit français de* 1789 *à* 1854, *recueil complet des lois, décrets, ordonnances, arrêtés, etc., avec une table analytique des matières*, par C.-M. Galisset (Paris, 1829-1855, 13 vol. gr. in-8°) ; *Recueil général des lois et des ordonnances*, de 1789 à 1831 (Paris, 1830 et suiv., 33 vol. in-8° et 2 vol. de tables) ; depuis 1855, cet ouvrage fait suite au *Corps du droit français* de Galisset ; 3e série, 1re part. inclusivement (38 vol. in-8° ; se continue par abonnement) ; *Lois, décrets, ordonnances et avis du conseil d'État de* 1789 *à* 1858, par Carette, avec table ainsi qu'il suit : de 1789 à 1824, 4 vol. in-4° ; se continue) ; *Collection complète des lois, décrets, règlements et avis du conseil d'État de* 1789 *à* 1830 *inclusivement*, publ. par M. Durgerier ; 2e édition (Paris, 1834, gr. in-8°) ; suite, de 1831 à 1863 (22 vol. in-8°) ; *Table générale jusqu'en* 1830 (2 vol. in-8°) ; *Lois civiles, ou Code civil intermédiaire, ou Collection des lois rendues sur l'état des personnes et la transmission des biens depuis le 4 août* 1789 *jusqu'en mars* 1804, par J.-B. Sirey (Paris, 1813, 4 vol. in-8°) ; *Recueil complet des lois et ordonnances du royaume depuis la Restauration*, par M. Isambert (Paris, 1820-1827, 17 vol. in-8°).

Codes.

Codes de la législation française..., avec des annotations et des tables, par Nap. Bacqua de Labarthe ; nouvelle édition, refondue et modifiée (Paris, Dupont, 1863, 2 vol. in-8° à 2 col.) ; *Code général des lois françaises, continué et mis au courant chaque année par un supplément..., avec des annotations, suivi d'une table générale alphabétique et d'une table chronologique*, par MM. Emile Durand et Emile Paultre (Paris, Cosse et Marchal, 1862, 2 vol. gr. in-8° à 2 col., avec un supplément pour les années 1862 et 1863) ; *Manuel du droit français*, par Paillet (Paris, 1837, in-4°, ou 2 vol. in-8°) ; *Législation civile, commerciale de la France*, ou *Commentaire et complément des Codes français*, par le baron Locré (Paris, 1826-1832, 31 vol. in-8°) ; les *Codes annotés de Sirey*, édition refondue par P. Gilbert, avec le concours, pour la partie criminelle, de MM. Faustin Elie et Cuzon (Paris, Cosse, 1859-1862, 3 vol. in-8° ou in-4°) ; *Codes et lois de France tenus toujours au courant*, ou *Droit français*, avec concordance et annotations ; par Paillet (Paris, 1855, 2 vol. gr. in-8°) ; les *Codes français conformes aux textes officiels* ; nouvelle édition, entièrement refondue, par Royer-Collard et Mourlon (Paris, Marescq, 1863, in-8°) ; les *Codes français...*, précédés de la constitution, suivis d'un supplément par L. Tripier (Paris, 1864, in-8°) ; les *Codes de l'empire français*, avec un supplément, etc., par A.-F. Teulet (Paris, Marescq, 1863, in-8°) ; les *Codes français expliqués par des exemples et par la jurisprudence...* par J.-A. Rogron ; 5e édit., corrigée et augmentée des arrêts-principes rendus jusqu'à ce jour (Paris, Pion, 1863, 2 vol. in-4°).

Code civil : texte et commentaires généraux.

Code civil des Français (Paris, 1804, in-4°, in-8° et in-32) ; *Motifs et discours prononcés lors de la publication du code civil... Discussion au conseil d'État et au Tribunat*, par Faivard de Langlade (Paris, Didot, 1838, 2 vol. gr. in-8°) ; *Procès-verbaux du conseil d'État, contenant la discussion du projet de code civil, an XI et an XII* (Paris, imprimerie de la République, an XII, 1808, 5 vol. in-4°) ; *Table analytique et raisonnée*, rédigée par M. Bousquet (Paris, 1808, in-4°) ; *Analyse raisonnée de la discussion du code civil au conseil d'État*, par Maleville ; 2e édition (Paris, 1822, 4 vol. in-8°) ; *Observations du tribunat de cassation sur le projet de code civil* (Paris, an X, in-4°) ; *Observations des tribunaux d'appel sur le projet de code civil* (Paris, an IX et an X, 4 vol. in-4°) ; *Analyse des observations des tribunaux d'appel et du tribunal de cassation sur le projet de code civil* (Paris, 1802, 2 part. en 1 vol. in-4°) ; *Recueil complet des travaux préparatoires du code civil...*, par P.-Ant. Fenet (Paris, 1829 ; nouv. titre, 1836, 15 vol. in-8°) ; *Code civil annoté des opinions de tous les auteurs qui ont écrit sur notre droit*, par La Haye et Waldeck-Rousseau (Paris, 1844, in-4°) ; *Esprit du code civil*, par Locré (Paris, 1807 et 1814, 7 vol. in-8° ; les 6 premiers vol. sont aussi imprimés en 5 vol. in-4°) ; le *Droit civil français suivant l'ordre du code*, par Toullier ; 6e édition publiée par Duvergier, 14 vol. in-8° (la table n'a pas été refaite pour cette édition, 15 vol. in-8° ; continuation par M. Duvergier, 1835 et ann. suiv., in-8° tomes I à VI) ; *Cours de droit français suivant le code civil*, par A. Duranton (Paris, 1828-1842, 22 vol. in-8°, y compris la table ; 4e édition, 1844, par Duranton, 21 vol. in-8°) ; *Cours de code Napoléon*, par C. Demolombe (Caen et Paris, Durand, diverses années, tomes I à XX, savoir : *Etat des personnes*, 18 vol. ; *Distinction des biens ; Propriété*, 2 vol. ; *Traité des successions*, 5 vol. ; *Traité des donations entre vifs et des testaments*, t. I-III ; ce traité aura 6 vol.) ; le *Droit civil expliqué suivant l'ordre des articles du code civil, depuis et y compris le titre de la vente*, par M. Troplong (Paris, Hingray, 1833 et ann. suiv., 27 vol. in-8°) ; *Théorie raisonnée du code civil*, par Marc-Jos.-Fréd. Duvilier (Paris, 1840-1847, 7 vol. in-8°) ; *Commentaire sur le code Napoléon*, par J.-M. Boileux ; 6e édition (Paris, Marescq, 1854-1860, 7 vol. in-8°, tomes I à VII ; la 1re édition du 1er vol. porte le titre de *Commentaire sur le code civil*, 1828) ; *Programme du cours de droit français fait à la Faculté de Paris*, par A.-M. Demante ; 3e édit. (Paris, Cotillon, 1866, 2 vol. in-8°) ; *Cours analytique du code Napoléon*, par Ant.-Mar. Demante, continué par Colmet de Santerre (Paris, 1848 et ann. suiv., 4 vol. in-8° ; le *Droit civil français*, par M. Demante, forme le 5e volume) ; *Traité du droit civil*, par M. Laurent sur la 5e édition et rétabli suivant l'ordre du code Napoléon par G. Massé et Ch. Vergé (Paris, A. Durand, 1853-1856, 5 vol. in-8°) ; *Cours de droit civil français d'après l'ouvrage allemand de K.-S. Zachariæ*, par C. Aubry et C. Rau ; 3e édit., entièrement refondue et complétée (Paris, Cosse et Marchal, 1856 et ann. suiv., 4 vol. in-8°, tomes I à IV inclusivement) ; *Cours de droit civil français*, par Demangeat, continué par Bressolles (Paris, Cotillon, 1862 et ann. suiv., 6 vol. in-8°, tomes I à VI) ; *Cours de droit civil français*, par Valette (Paris, Durand, 1859, 2 vol. in-8°) ; *Explication élémentaire du code civil*, par Demolombe (Paris, Durand, 1860, 2 vol. in-8°) ; *Commentaire sur la loi des successions, formant le titre Ier du livre III du code civil*, par Chabot, de l'Allier ; édition augmentée d'observations, par M. Belost-Jolimont (Dijon, Lagier, 1840, 2 vol. in-8°) ; *Commentaire sur la loi des successions*, par Moulin (Paris, Warée, 1840, in-8°) ; nouvelle édition, accompagnée d'observations, par M. Belost-Jolimont (Dijon, Lagier, 1840, 2 vol. in-8°) ; *Cours de droit français*, par Taulier ; 2e édition, publiée par Duvergier, 7 vol. in-8° (la table n'a pas été refaite pour cette édition, 15 vol. in-8° ; continuation par M. Duvergier, 1835 et ann. suiv., in-8° tomes I à VI) ; *Cours de droit français suivant le code civil*, par A. Duranton (Paris, 1828-1842, 22 vol. in-8°, y compris la table ; 4e édition, 1844, par Duranton, 21 vol. in-8°) ; *Cours de code Napoléon*, par C. Demolombe (Caen et Paris, Durand, diverses années, tomes I à XX, savoir : *Etat des personnes*, 18 vol. ; *Distinction des biens ; Propriété*, 2 vol. ; *Traité des successions*, 5 vol. ; *Traité des donations entre vifs et des testaments*, t. I-III ; ce traité aura 6 vol.) ; le *Droit civil expliqué suivant l'ordre des articles du code civil, depuis et y compris le titre de la vente*, par M. Troplong (Paris, Hingray, 1833 et ann. suiv., 27 vol. in-8°) ; *Théorie raisonnée du code civil*, par Marc-Jos.-Fréd. Duvilier (Paris, 1840-1847, 7 vol. in-8°) ; *Commentaire sur le code Napoléon*, par J.-M. Boileux ; 6e édition (Paris, Marescq, 1854-1860, 7 vol. in-8°, tomes I à VII ; la 1re édition du 1er vol. porte le titre de *Commentaire sur le code civil*, 1828) ; *Programme du cours de droit français fait à la Faculté de Paris*, par A.-M. Demante ; 3e édit. (Paris, Cotillon, 1866, 2 vol. in-8°) ; *Cours analytique du code Napoléon*, par Ant.-Mar. Demante, continué par Colmet de Santerre (Paris, 1848 et ann. suiv., 4 vol. in-8° ; le *Droit civil français*, par M. Demante, forme le 5e volume) ; *Traité du droit civil*, par M. Laurent sur la 5e édition et rétabli suivant l'ordre du code Napoléon par G. Massé et Ch. Vergé (Paris, A. Durand, 1853-1856, 5 vol. in-8°) ; *Cours de droit civil français d'après l'ouvrage allemand de K.-S. Zachariæ*, par C. Aubry et C. Rau ; 3e édit., entièrement refondue et complétée (Paris, Cosse et Marchal, 1856 et ann. suiv., 4 vol. in-8°, tomes I à IV inclusivement) ; *Cours de droit civil français*, par Demangeat, continué par Bressolles (Paris, Cotillon, 1862 et ann. suiv., 6 vol. in-8°, tomes I à VI) ; *Cours de droit civil français*, par Valette (Paris, Durand, 1859, 2 vol. in-8°) ; *Explication élémentaire du code civil*, par Demolombe (Paris, Durand, 1860, 2 vol. in-8°) ; *Commentaire sur la loi des successions, formant le titre Ier du livre III du code civil*, par Chabot, de l'Allier ; édition augmentée d'observations, par M. Belost-Jolimont (Dijon, Lagier, 1840, 2 vol. in-8°) ; *Commentaire sur la loi des successions*, par Moulin (Paris, Warée, 1840, in-8°) ; nouvelle édition, accompagnée d'observations, par M. Belost-Jolimont (Dijon, Lagier, 1840, 2 vol. in-8°) ; *Dictionnaire des temps légaux, de droit et de procédure*, ou *Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence, etc.*, par Tourret (Paris, Cotillon, 1849, 2 vol. in-4°).

§ 3. Traités spéciaux sur différents titres du code civil.

Questions transitoires sur le code civil, relatives à son autorité sur les actes antérieurs à sa promulgation, par M. Chabot, de l'Allier (Dijon, 1823, 3 vol. in-8°) ; *Principes de l'interprétation des lois, des actes et des conventions entre les parties, spécialement de la législation étrangère concernant l'étranger en France*, par M. Delisle (Paris, Cosse, 1852, 2 vol. in-8°, avec une table générale) ; *Traité du mariage et de ses effets*, par M. Allemand (Rion et Paris, Durand, 1847, 2 vol. in-8°) ; *Traité des enfants naturels, mis en rapport avec la doctrine et la jurisprudence*, par Emile Cadrès (Paris, Videcoq, 1847, in-8°) ; *Traité des minorités et tutelles*, par M. Magnin (Paris, 1833, 2 vol. in-8°) ; *Traité de la minorité et de la tutelle*, par M. de Freminville (Clermont-Ferrand, 1846, 2 vol. in-8°) ; *Code de la noblesse française* ou *Précis de la législation sur les titres, épithètes, noms, particules nobiliaires et honorifiques, les armoiries, etc.*, par le comte P. de Semainville ; 2e édit., augmentée (Paris, Durand, 1860, in-8° de 815 p.) ; *Traité du domaine public* ou *De la distinction des biens considérés par rapport au domaine public*, par J.-B.-Victor Proudhon ; 2e édit. (Dijon, 1845, 4 vol. en 5 part. in-8°) ; *Traité du domaine de propriété* ou *De la distinction des biens considérés par rapport au domaine privé*, par Proudhon (Dijon, 1839, 3 vol. in-8°) ; *Traité du domaine public, comprenant le domaine public, le domaine de l'État, le domaine de la couronne, le domaine public municipal, etc.*, par Gaudry (Paris, Durand, 1862, 2 vol. gr. in-8°) ; *Traité des droits d'usufruit, d'usage, d'habitation et de superficie*, par Proudhon ; 2e édit., augmentée par Cusasson (Dijon, 1836, 7 vol. in-8°) ; la première édition (1827) est en 5 vol., y compris la table ; *Traité du voisinage, considéré dans l'ordre judiciaire*, par Fournel ; 4e édition, augmentée par M. Tardif (Paris, 1817 ; nouveau tirage, 1844, 2 vol. in-8°) ; *Traité des servitudes*, par M. Pardessus aîné ; 9e édit. (Paris, 1839, 2 vol. in-8°) ; *Traité des servitudes réelles*, par Malleville ; 2e édition (Paris, 1822, 2 vol. in-8°) ; *Observations du tribunal de cassation sur le projet de code civil* (Paris, an X, in-4°) ; *Observations des tribunaux d'appel sur le projet de code civil* (Paris, an IX et an X, 4 vol. in-4°) ; *Analyse des observations des tribunaux d'appel et du tribunal de cassation sur le projet de code civil* (Paris, 1802, 2 part. en 1 vol. in-4°) ; *Recueil complet des travaux préparatoires du code civil...*, par P.-Ant. Fenet (Paris, 1829 ; nouv. titre, 1836, 15 vol. in-8°) ; *Code civil annoté des opinions de tous les auteurs qui ont écrit sur notre droit*, par La Haye et Waldeck-Rousseau (Paris, 1844, in-4°) ; *Esprit du code civil*, par Locré (Paris, 1807 et 1814, 7 vol. in-8° ; les 6 premiers vol. sont aussi imprimés en 5 vol. in-4°) ; le *Droit civil français suivant l'ordre du code*, par Toullier ; 6e édition publiée par Duvergier, 14 vol. in-8° (la table n'a pas été refaite pour cette édition, 15 vol. in-8° ; continuation par M. Duvergier, 1835 et ann. suiv., in-8° tomes I à VI) ; *Cours de droit français suivant le code civil*, par A. Duranton (Paris, 1828-1842, 22 vol. in-8°, y compris la table ; 4e édition, 1844, par Duranton, 21 vol. in-8°) ; *Cours de code Napoléon*, par C. Demolombe (Caen et Paris, Durand, diverses années, tomes I à XX, savoir : *Etat des personnes*, 18 vol. ; *Distinction des biens ; Propriété*, 2 vol. ; *Traité des successions*, 5 vol. ; *Traité des donations entre vifs et des testaments*, t. I-III ; ce traité aura 6 vol.) ; le *Droit civil expliqué suivant l'ordre des articles du code civil, depuis et y compris le titre de la vente*, par M. Troplong (Paris, Hingray, 1833 et ann. suiv., 27 vol. in-8°) ; *Théorie raisonnée du code civil*, par Marc-Jos.-Fréd. Duvilier (Paris, 1840-1847, 7 vol. in-8°) ; *Commentaire sur le code Napoléon*, par J.-M. Boileux ; 6e édition (Paris, Marescq, 1854-1860, 7 vol. in-8°, tomes I à VII ; la 1re édition du 1er vol. porte le titre de *Commentaire sur le code civil*, 1828) ; *Programme du cours de droit français fait à la Faculté de Paris*, par A.-M. Demante ; 3e édit. (Paris, Cotillon, 1866, 2 vol. in-8°) ; *Cours analytique du code Napoléon*, par Ant.-Mar. Demante, continué par Colmet de Santerre (Paris, 1848 et ann. suiv., 4 vol. in-8° ; le *Droit civil français*, par M. Demante, forme le 5e volume) ; *Traité du droit civil*, par M. Laurent sur la 5e édition et rétabli suivant l'ordre du code Napoléon par G. Massé et Ch. Vergé (Paris, A. Durand, 1853-1856, 5 vol. in-8°) ; *Cours de droit civil français d'après l'ouvrage allemand de K.-S. Zachariæ*, par C. Aubry et C. Rau ; 3e édit., entièrement refondue et complétée (Paris, Cosse et Marchal, 1856 et ann. suiv., 4 vol. in-8°, tomes I à IV inclusivement) ; *Cours de droit civil français*, par Demangeat, continué par Bressolles (Paris, Cotillon, 1862 et ann. suiv., 6 vol. in-8°, tomes I à VI) ; *Cours de droit civil français*, par Valette (Paris, Durand, 1859, 2 vol. in-8°) ; *Explication élémentaire du code civil*, par Demolombe (Paris, Durand, 1860, 2 vol. in-8°) ; *Commentaire sur la loi des successions, formant le titre Ier du livre III du code civil*, par Chabot, de l'Allier ; édition augmentée d'observations, par M. Belost-Jolimont (Dijon, Lagier, 1840, 2 vol. in-8°) ; *Commentaire sur la loi des successions*, par Moulin (Paris, Warée, 1840, in-8°) ; nouvelle édition, accompagnée d'observations, par M. Belost-Jolimont (Dijon, Lagier, 1840, 2 vol. in-8°) ; *Dictionnaire des temps légaux, de droit et de procédure*, ou *Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence, etc.*, par Tourret (Paris, Cotillon, 1849, 2 vol. in-4°).

V. PROCÉDURE.

§ 5. Code de commerce.

V. COMMERCE.

Textes et commentaires du code de commerce.

Code de commerce (Paris, in-4°, in-8° et in-32) ; *Observations des tribunaux de cassation et d'appel, etc. sur le projet de code de commerce* (Paris, an XI, 3 vol. in-4°) ; *Observations de la chambre de commerce de Paris sur le projet de code de commerce* (Paris, an XII, in-4°) ; *Esprit du code de commerce, etc.*, par M. Locré (Paris, 1811-1813, 10 vol. in-8° ; nouv. édit., 1829, 4 vol. in-8°) ; *Des tribunaux de commerce, des commerçants et des actes de commerce*, par Louis Nouguier (Paris, 1844, 3 vol. in-8°) ; *Dictionnaire du droit commercial*, par Goujet et Merger (Paris, 1845-1846, ou 2e édit., 1852, 4 vol. in-4°) ; *Dictionnaire universel du droit commercial et maritime* ou *Répertoire de législation, de doctrine et jurisprudence nautiques, etc.*, par Aldrick Caumont ; 2e édit. (Paris, Durand, 1857, 2 part. en 1 vol. gr. in-8° à 2 col.) ; *Dictionnaire du contentieux commercial*, par MM. Devilleneuve et G. Massé ; 5e tirage (Paris, 1851, gr. in-8°) ; *Manuel du droit commercial*, par Pardessus ; 16e édition, augmentée par Bravard-Veyrières ; 6e édit. augmentée par Dufour ; 2e édit., considérablement augmentée (Paris, Cotillon, 1854-1858, 7 vol. in-8° ; la 1re édit. est de 1845, en 4 vol.) ; *Précis de droit administratif*, par M. Fradier-Foderé ; 5e édit. (Paris, Marescq aîné, 1862, gr. in-18) ; *Cours de droit administratif, professé à la Faculté de droit de Paris*, par M. Macarel ; 3e édit., corrigée et augmentée par M. de Pistoye (Paris, Plon, 1859, 4 vol. in-8°) ; *Cours de droit administratif*, par Ducrocq ; 2e édit. (Paris, Aug. Durand, 1863, in-8°) ; *Traité de la hiérarchie administrative* ou *De l'obligation et de la compétence des diverses autorités administratives